

Légère atténuation du pessimisme

CONJONCTURE FRANÇAISE

Comme tous les pays développés, la France a été confrontée entre septembre 2008 et mars 2009 à une contraction exceptionnellement vive de l'activité économique. Les dernières enquêtes auprès des chefs d'entreprise laissent entrevoir un ralentissement de cette baisse au cours des prochains mois. L'espoir est désormais que le point bas de l'activité soit atteint à l'été.

Dans ces conditions, il est certain que 2009 sera l'année de la plus forte récession depuis l'après-guerre. Le gouvernement a reconnu sagement que la baisse du PIB sera probablement de l'ordre de 2,5 % en moyenne annuelle.

La reprise dans notre pays sera étroitement tributaire d'une conjoncture internationale où seules la Chine et l'Inde semblent échapper à la récession. La France dispose d'un atout, la résistance de la consommation des ménages. Elle souffre en revanche d'une compétitivité insuffisante, mise en lumière par la dégradation des comptes extérieurs depuis le début de la décennie.

Les mesures de relance adoptées jusqu'à présent tiennent compte de ces réalités. Elles placent notre économie en position de tirer le meilleur parti de la reprise internationale.

LA SYNTHÈSE

La plupart des enquêtes réalisées en avril montrent **une légère amélioration du climat des affaires**. Néanmoins, dans l'absolu, celui-ci demeure à un niveau très bas, qui suggère non pas une stabilisation de l'activité mais une atténuation du rythme de baisse de celle-ci.

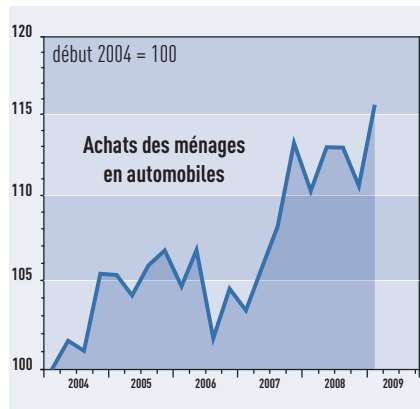
Dans l'**industrie manufacturière**, le regain d'optimisme a pour origine le sentiment que les stocks sont moins élevés, même s'ils restent supérieurs à leur moyenne de longue période, et une opinion plus favorable sur les commandes étrangères. Ainsi les forces ayant entraîné la chute de l'activité à l'automne 2008 tendent à perdre en intensité. Mais en même temps l'analyse sectorielle nous montre que, d'abord centrée sur l'industrie automobile et les biens intermédiaires, la récession est désormais prégnante dans le secteur des biens d'équipement. La contraction des investissements des entreprises sera en 2009 la cause principale de la baisse de l'activité.

En même temps, la crise continue de se diffuser au secteur des **services** où, contrairement à l'industrie, le climat des affaires continue de se dégrader. L'activité se replie vivement à la fois pour les services aux entreprises et pour ceux aux particuliers, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration.

Le **bâtiment** est le secteur le plus épargné, même si le climat des affaires s'est dégradé en avril après avoir opéré un rebond en mars. L'activité est inférieure à sa moyenne de long terme, mais l'écart est beaucoup plus faible qu'il ne l'est pour l'industrie et les services.

1. MÉNAGES : REBOND DE LA CONSOMMATION AU DÉBUT 2009

Le secteur automobile soutient la consommation



Source : Insee

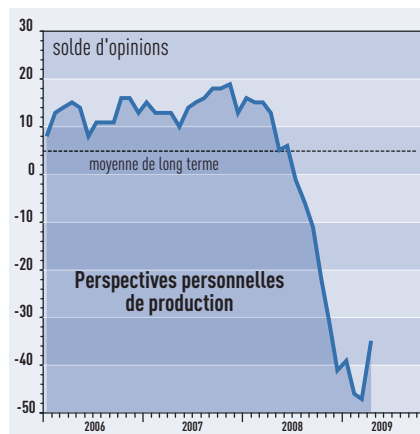
Les **dépenses des ménages en produits manufacturés** se sont accrues de 0,4 % au premier trimestre après un recul de 0,6 % fin 2008. Ce rebond s'explique uniquement par la bonne performance de la demande en *biens durables*, celles en *textile-cuir* et en *autres biens manufacturés* demeurant orientées à la baisse. En particulier, les achats d'automobiles affichent une progression de 4,6 %, soutenus par la mise en œuvre de la prime à la casse. L'autre composante des biens durables, à savoir les biens d'équipement du logement, augmente également mais à un rythme moins vif que les trimestres précédents.

L'évolution des dépenses des ménages est soumise à des vents contraires. D'une part, la décélération sensible de la hausse des **prix de détail** redonne du pouvoir d'achat aux ménages mais, d'autre part, le recul de l'**emploi** ne cesse de s'accroître. Le taux d'épargne n'exercerait guère d'influence, l'Insee anticipant une stabilité du ratio à 15,9 % du revenu disponible jusqu'à la mi-2009. Au total, la consommation devrait légèrement progresser en moyenne annuelle après une hausse de 1,3 % en 2008, exercice qui avait déjà constitué une rupture puisque la demande augmentait jusque-là à un rythme de 2,5 % l'an.

Sur le marché du logement, les demandes de permis de construire continuent de se contracter mais plusieurs indicateurs vont dans le sens d'un redressement de la solvabilité des acquéreurs. En effet, les **taux des crédits à l'habitat**, qui étaient montés à près de 5,2 % fin 2008, ont diminué de 30 points de base depuis lors. Parallèlement, les prix dans l'ancien mesurés par la FNAIM ont de nouveau reculé au premier trimestre : - 1 % après - 6,5 %. Sur un an, ils sont inférieurs de près de 10 % à leur niveau observé au début 2008. Enfin, certaines mesures contenues dans le Plan de relance comme le doublement du prêt à taux zéro (dans le neuf) sont de nature à faciliter l'accès à la propriété.

2. ENTREPRISES : ESPOIRS

Légère amélioration du climat des affaires dans l'industrie



Source : Insee

La **production manufacturière**, qui avait chuté de 5 % en janvier, s'est quasiment stabilisée en février (- 0,1 %). Ce résultat constitue une lueur d'espoir même si la production demeure inférieure de près de 18 % à son niveau de février 2008. En effet, l'**indice synthétique du climat des affaires**, calculé par l'Insee, s'est légèrement redressé en avril après quinze mois consécutifs de baisse, en particulier grâce à la franche amélioration des perspectives des chefs d'entreprise. En outre, les stocks s'allègent un peu, notamment dans le secteur automobile où ils sont désormais jugés inférieurs à la normale.

Dans le secteur des **services**, le climat des affaires continue de se dégrader. L'indice d'ensemble est en effet tombé à 59 en avril contre 68 en début d'année et 101 à la mi-2008. Enfin, celui mesuré pour le secteur du **bâtiment** se replie également mais la contraction de l'activité observée au cours des

derniers mois est nettement moins marquée que dans le secteur tertiaire. Pour le non-résidentiel, les statistiques fournies par le Meeddat indiquent que les surfaces de locaux mises en chantier sont tombées à 25 millions de mètres carrés en début d'année en regard de près de 43 millions à la mi-2007, soit une chute supérieure à 40 %. De leur côté, les surfaces autorisées ne reculent plus depuis le deuxième trimestre 2008.

3. EXPORTATIONS : CONTRACTION DE LA DEMANDE EUROPÉENNE

Chute des exportations à destination de l'Espagne



Source : Douanes

Comme toutes les économies, la France est durement affectée par le retournement de la demande mondiale. Ses **exportations de marchandises** sont en effet tombées à 28,9 milliards d'euros au mois de février, soit une chute de près de 23 % par rapport à février 2008. Les ventes vers la **zone euro** (49 % du total) continuent de reculer, notamment en Italie, mais également en Espagne où elles viennent de passer sous la barre des 2 milliards d'euros, alors qu'elles étaient supérieures à 3,2 milliards par mois jusqu'à l'hiver 2008. Les exportations vers l'Allemagne se sont redressées en toute fin de période grâce aux secteurs aéronautique et automobile, mais demeurent encore en retrait de 18 % sur un an. De leur côté, celles vers la Belgique semblent rebondir légèrement depuis le mois de novembre. **Hors zone euro**, les ventes vers le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont baissé à un rythme proche de 30 % au cours des douze derniers mois tandis que, par-delà des aléas mensuels, celles vers l'Asie ont fléchi de 21,5 %.

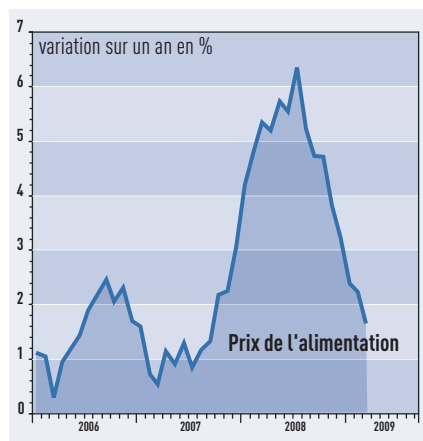
Les **importations** sont quasiment stabilisées, ressortant actuellement à 33 milliards d'euros par mois, en regard d'un point haut à 40,3 milliards à la mi-2008. Les achats de biens d'équipement mécaniques et électriques et d'autres biens industriels (textile, chimie, métallurgie) diminuent modérément ces derniers mois. En revanche, ceux en matériels de transport amorcent un redressement. Les importations d'hydrocarbures, qui avaient baissé de 45 % depuis juin dernier, ne fléchissent plus, tandis que celles en biens agro-alimentaires font preuve d'une remarquable stabilité.

4. PRIX : GLISSEMENT ANNUEL DE 0,3 % EN MARS

En mars 2009, l'indice des **prix à la consommation** s'est accru de 0,2 % par rapport à février, une augmentation nettement moindre qu'en mars 2008 (+ 0,8 %). La progression des tarifs de certains produits manufacturés a été en partie compensée par la baisse de prix de l'énergie et de certains services. Le glissement annuel tombe ainsi à 0,3 % en mars. **En moyenne annuelle, l'inflation, qui est ressortie à 2,8 % en 2008, serait de 0,4 % en 2009.**

L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors tarifs publics et produits à prix volatils, et corrigée des mesures fiscales et des variations saisonnières, se ralentit depuis le dernier trimestre 2008. En mars, elle ressort à 1,6 % en regard d'une fourchette 1,9 - 2,1 % en 2008.

Les prix alimentaires contribuent à la désinflation



Source : Insee

L'indice des **prix hors tabac** est en hausse de 0,3 % en un an. **En moyenne annuelle, sa progression a atteint aussi 2,8 % en 2008. Elle serait également de 0,4 % cette année.**

En mars, les prix des **produits pétroliers** diminuent à nouveau (- 3,5 % en un mois), entraînant un recul de 2 % des tarifs de l'énergie (7,2 % de l'indice). Le repli est particulièrement important pour les combustibles liquides (- 10 % en un mois). Les prix des carburants perdent 2,2 % par rapport à février. Le glissement annuel ressort désormais à - 23,2 % pour les prix des produits pétroliers et - 12,9 % pour l'ensemble de l'énergie.

L'indice des prix des **produits manufacturés** (31,5 % de l'indice) remonte de 1,2 % en un mois (+ 0,1 % en un an). Les tarifs de l'habillement et des chaussures s'accroissent notamment de 6 % en raison de la mise en place des nouvelles collections à l'issue de la période des soldes. Les prix des « autres produits manufacturés » s'accroissent également (+ 0,5 %).

Les prix des **services** (43 % de l'indice) diminuent de 0,1 % en mars, résultat d'évolutions opposées. L'indice du poste « loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères » est en hausse de 0,3 % tandis que les tarifs des services de transports et communication se replient de 0,8 %, en raison notamment de la baisse saisonnière des prix des transports aériens et de la disparition de la surtaxe carburants sur certains vols. Sur un an, les prix des services sont en progression de 2,4 %.

Les prix de l'**alimentation** (16,5 % de l'indice) se replient de 0,1 % en mars en raison de la diminution de 1,1 % des tarifs des produits frais. Les prix des autres produits alimentaires sont restés stables au cours du mois. Le glissement annuel des prix de l'alimentation ressort à 1,7 % en mars.

5. FINANCES PUBLIQUES : GONFLEMENT DU DÉFICIT

En janvier-février 2009, le **déficit d'exécution du budget de l'État** a atteint 29,9 milliards d'euros en regard de 22,7 milliards pendant les deux premiers mois de 2008. Les **recettes du budget général** sont ressorties à 32,1 milliards d'euros contre 41 milliards. Ce repli s'explique à hauteur de 5,9 milliards d'euros par plusieurs mesures du plan de relance, notamment le remboursement des excédents de versement de l'impôt sur les sociétés (3,9 milliards) et du crédit d'impôt recherche (1 milliard). Les **dépenses** ont atteint 55 milliards d'euros contre 57,5 milliards. L'évolution ne peut être considérée comme significative, compte tenu de la modification du calendrier de versement à certains organismes. Par ailleurs, l'impact du plan de relance sur les dépenses n'est guère perceptible, compte tenu de la date (4 février) de la loi de finances rectificative.

Le **déficit de l'ensemble des administrations publiques** se creusera fortement cette année en raison de l'effet de ciseaux entre l'augmentation des dépenses et la chute des recettes, tant pour l'État que les administrations de sécurité sociale. Le gouvernement envisageait un déficit de 5,6 % du PIB dans l'hypothèse d'une contraction de 1,5 % de ce dernier. Comme la récession sera plus sévère, le déficit devrait dépasser 6 % du PIB.

Le déficit se creuse
sous le double impact
de la récession et des
mesures de relance